



Le sauvetage de Chypre : l'UE joue avec le feu

Le plan de sauvetage adopté récemment par l'Union européenne prévoit d'assainir la place financière chypriote, actuellement dans la tourmente, entre autres grâce à l'introduction d'une taxe unique sur tous les dépôts. Ce faisant, l'UE créerait un précédent dangereux qui pourrait entraîner (c'est le scénario catastrophe) une ruée vers les banques dans les autres pays affaiblis par la crise. La Suisse en pâtirait aussi dans la mesure où la pression à la hausse sur le franc suisse pourrait à nouveau augmenter.

De nombreux observateurs s'attendent, depuis quelque temps déjà, à ce que Chypre aussi ait besoin d'une aide financière. Le plan de sauvetage adopté dans la nuit de vendredi à samedi prévoit une mesure particulièrement radicale : les clients des banques participeront à la consolidation du secteur de la finance en s'acquittant d'une taxe unique, quel que soit le montant de leur dépôt. En raison d'une levée de boucliers, il a été décidé que les petits épargnants, dont le dépôt n'atteint pas 100 000 euros, seraient exemptés de cette taxe. Cette mesure reste néanmoins hautement problématique : elle envoie aux habitants d'autres États affaiblis par la crise le message que leurs dépôts sont tout sauf sûrs en cas de crise. Cela risque de provoquer une vague de retraits massifs. Une telle ruée sur les banques mettrait en péril non seulement les établissements des pays concernés, mais aussi la stabilité de l'ensemble du système financier européen.

Des règles claires au lieu d'interventions répétées

Ce n'est pas la première fois que l'Union européenne prend une mesure créant un précédent dangereux qui déstabilise les investisseurs. Le plan de sauvetage de l'euro destiné à la Grèce avait déjà eu des effets secondaires non souhaités. Le secteur privé avait dû accepter un amortissement de 50 % des emprunts grecs. L'ironie du sort veut que si les banques chypriotes se trouvent en mauvaise

posture aujourd'hui, elles le doivent en grande partie à la réduction de la dette grecque. Créanciers majeurs de l'État grec, les établissements financiers chypriotes ont dû procéder à des amortissements importants, une des raisons de leur insolvabilité.

Quand on voit de tels effets secondaires, on peut se demander combien de temps encore l'UE maintiendra son interventionnisme. Il est urgent de définir des règles claires à appliquer en cas d'insolvabilité de banques voire de la banqueroute éventuelle d'États membres (y compris la sortie éventuelle de la zone euro). De telles règles auraient un caractère plus durable que l'élaboration incessante de nouveaux plans de sauvetage.

Le taux plancher reste nécessaire

Les événements qui ébranlent l'UE n'épargneront malheureusement pas la Suisse. On peut craindre l'afflux vers la Suisse des capitaux de nombreux déposants déstabilisés, ce qui accroîtra à nouveau la pression à la hausse sur le franc suisse. Il est d'autant plus important de réaffirmer le soutien en faveur du taux plancher de la Banque nationale suisse, même si les récents événements obligeront cette dernière à intervenir à nouveau sur les marchés de devises. C'est le prix à payer pour l'évolution stable et positive de l'économie suisse.